

Zeitschrift: Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2013)
Heft: 1

Artikel: Le tournant énergétique au Japon, chance ou fardeau?
Autor: Bucher, Urs
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642001>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le tournant énergétique au Japon, chance ou fardeau?



L'important séisme qui a frappé le Japon le 11 mars 2011 et la catastrophe nucléaire de Fukushima résultant du tsunami dévastateur qui s'en est suivi ont marqué une rupture dans le débat international sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique. Au Japon cependant, ces discussions ont lieu dans des conditions très différentes du contexte suisse: depuis ce printemps, les centrales nucléaires japonaises sont à l'arrêt alors qu'elles produisaient 30% de l'électricité de l'archipel avant la catastrophe et qu'il était prévu de porter cette part à 50%. Parmi les 54 réacteurs nucléaires japonais, ceux qui n'ont pas été mis hors service directement après la catastrophe n'ont, à deux exceptions près, pas pu être redémarrés après les travaux de maintenance réguliers en raison de résistances politiques. Cependant, les visiteurs remarquent à peine cette situation: des efforts sont entrepris pour économiser l'énergie mais les publicités lumineuses sont toujours aussi omniprésentes et les usines fonctionnent. C'est d'autant plus surprenant qu'en raison de son insularité, le Japon ne peut pas importer d'électricité.

Cette normalité apparente est pourtant trompeuse. Grâce à une performance logistique et

technique impressionnante, le Japon a en effet réussi à éviter les pénuries d'électricité provoquées par l'arrêt des centrales nucléaires en augmentant les rendements et en remettant en service des centrales à gaz à l'arrêt. Mais cette réaction a des conséquences dramatiques sur la balance commerciale qui affiche des déficits massifs pour la première fois depuis des décennies. Les importations de gaz grèvent les comptes de 236 millions de dollars par jour! Le prix de l'électricité augmente et les émissions de CO₂ sont à la hausse.

Dans ce contexte, le gouvernement du premier ministre Yoshihiko Noda a pris la décision plutôt surprenante de miser sur un avenir sans énergie nucléaire. Ce choix était entre autre motivé par le fait que la probabilité d'un nouveau séisme dévastateur pourrait transformer l'utilisation de l'énergie nucléaire en un jeu très risqué. Selon les sondages, cette décision a été saluée par la majorité de la population tout en faisant l'objet de virulentes critiques de la part des associations économiques. Ces dernières ne se battent pas uniquement pour un approvisionnement en électricité bon marché. Le Japon fait partie des pays les plus avancés en matière de technologie nucléaire

et la perspective de pouvoir construire des dizaines de centrales nucléaires, notamment dans les pays asiatiques émergents, est particulièrement alléchante dans un contexte de crise économique qui s'éternise. Pour ces organisations économiques, le Japon doit s'abstenir de donner des signaux négatifs à ce propos.

Après les récentes élections du 16 décembre 2012, le débat sur l'avenir énergétique du Japon devrait être relancé. Même si la politique de sortie du nucléaire n'est pas définitivement fixée, plus personne ne défend encore une hausse de la part de l'énergie nucléaire, comme avant le 11 mars 2011. Cette part sera à l'avenir vraisemblablement plus faible dans le mix énergétique nippon.

Indépendamment des résultats des élections, la recherche de formes alternatives de production d'énergie devient donc une question prioritaire. Un pas dans cette direction a déjà été fait avec l'introduction du tarif de rétribution du courant injecté de loin le plus élevé au niveau international. Ce sont en première ligne les investissements du secteur privé qui détermineront si le Japon peut devenir vertueux à partir d'une situation d'urgence et s'il peut se positionner parmi les pays les plus avancés en matière de technologies alternatives. La demande potentielle sur le marché intérieur de la troisième économie mondiale est gigantesque. En exploitant habilement ce potentiel, le Japon pourrait s'assurer un avantage technologique qui devrait à long terme lui profiter sur le marché global.

Pour la Suisse, le Japon reste un partenaire économique de premier ordre. Aussi bien les milieux scientifiques que les acteurs économiques doivent absolument exploiter les opportunités de collaborer dans le domaine très prometteur de la production d'énergie. La Suisse, qui ne connaît pas une telle situation d'urgence, aurait assurément tout à y gagner!

Urs Bucher, ambassadeur de Suisse au Japon